

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1321>



Atonie ou reveil du mouvement social : place libre aux marchés ?

- Actualités -



Date de mise en ligne : dimanche 27 novembre 2011

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

La faute à la campagne présidentielle, à la primaire socialiste, aux élections professionnelles de la Fonction publique ? Comment expliquer une atonie syndicale sidérante au moment où salariés et chômeurs sont le jouet d'un patronat et d'un gouvernement sous la coupe des marchés financiers ?

Comment comprendre que le niveau minimal d'intervention n'ait même pas été assuré ? Peu de perspectives d'une intersyndicale interprofessionnelle qui avait lâché prise, n'inscrivant même plus de rendez-vous crédibles pour se dresser contre les projets régressifs martelés par F. Fillon. Les rassemblements CGT, CFDT, FSU, Unsa et Solidaires du 11 octobre relevaient plus d'un affichage unitaire à minima que d'une véritable stratégie de mobilisation. Sans même d'appels à la grève, ils ont été peu investis par les salariés.

Le premier qui s'endort réveille l'autre !

C'est à ce jeu dangereux que jouent les « grandes » organisations ! Faudra-t-il que la crise, comme en Grèce et en Italie, frappe au coeur et de façon saignante la classe moyenne, les fonctionnaires pour qu'enfin les syndicats se réveillent ?

Certes, la période est rude, les ennemis nombreux, les perspectives économiques plus qu'inquiétantes. Avec la préparation du budget ou au niveau de la sécurité sociale, il y a de quoi faire pour contrer le discours néo-libéral et porter des propositions alternatives. Le renforcement des Services Publics et de la Protection sociale, une politique volontariste des salaires et de l'emploi pour sortir de l'étau de la crise sont des objectifs compréhensibles et mobilisateurs.

On a vu les personnels navigants d'Air France semer une belle pagaille, on a vu la réussite de la manifestation du 5 novembre contre les violences faites aux femmes. Des actions sectorielles sont en cours à Pôle-Emploi et l'Education fait rebondir la mobilisation du 27 septembre au 15 décembre.

Alors que les salariés, les chômeurs de ce pays sont de plus en plus conscients des dégâts des politiques néo-libérales, l'absence de réponse concertée aux mesures d'austérité, l'atonie syndicale (si on excepte la brillante déclaration CFDT-FO-MEDEF à l'occasion du G20 !) et les divergences sur les réponses à la crise sont plus que préoccupantes au vu des enjeux des mois à venir ! Car ceux-ci ne se résumeront pas à la campagne présidentielle, même si elle devait se terminer par une défaite de Sarkozy... même pas assurée.

Indignés... mais pas très présents

Deux millions d'exemplaires vendus en un an ! Le livre de Stéphane Hessel a provoqué une réaction salutaire et d'une certaine façon collective à la pression des marchés sur les populations et les Etats. Après les campements de Madrid, d'Athènes et même de Wall Street qui s'amplifie, la journée internationale du 15 octobre est restée encore discrète en France.

Conséquence d'une volonté affirmée de ne pas s'appuyer sur les forces existantes, partis et syndicats ? Tétanie collective après les multiples défaites dont celle sur les retraites ? Expectative face à des mesures d'austérité réelles mais qui n'ont pas encore frappé aussi fort que dans les Etats ostracisés par les agences de notation ? Pourtant, le second plan d'austérité en annonce déjà un troisième...

Alors que la campagne présidentielle se réduit de jours en jours à virer, enfin, Sarkozy, le syndicalisme ne peut se taire et se renfermer sur ses intérêts d'appareils.

Face à l'emploi qui fout le camp, aux salaires qui baissent, à la pauvreté qui se développe, aux inégalités - surtout du côté des plus riches - qui explosent, au logement inaccessible, à la santé bradée, à l'éducation sacrifiée, aux services publics massacrés, le syndicalisme va-t-il enfin assumer la mobilisation des forces syndicales et sociales. Pour qu'au départ de Sarkozy ne succède pas une austérité à la Papandréou ou à la Zapatero !

Construire un front de résistance à l'austérité

Dès maintenant, face aux mesures d'austérité annoncées, il faut construire une journée de grève générale. Ce n'est malheureusement pas le chemin pris par les deux grandes confédérations en pleine phase d'attentisme pré électoral...Résultat, l'intersyndicale nationale n'a accouché que d'une journée Â« d'interpellation du gouvernement et des élus Â» le 13 décembre !

Diverses initiatives citoyennes sont à l'ordre du jour, dont celle pour un audit de la dette publique sous l'égide d'ATTAC. C'est indispensable et salulaire, mais pas suffisant.

C'est à un front de résistance à l'austérité que doivent s'atteler l'ensemble des forces sociales. Cela passe par des campagnes publiques, un réinvestissement de la bataille d'opinion mais aussi des propositions concrètes de mobilisation dès maintenant... sans s'en remettre à des échéances électorales aux résultats hypothétiques. ĩ

Isabelle Sargeni Chetaud